

Cote du document: EB 2020/130/R.14/Add.1
Ordre du jour: 8 c)
Date: 28 août 2020
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Financements approuvés au titre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres au 1^{er} septembre 2020

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Edward Heinemann

Conseiller technique et politique
principal du Vice-Président adjoint
Département de la gestion des
programmes
téléphone: +39 06 5459 2398
courriel: e.heinemann@ifad.org

Tim Balint

Conseiller technique principal
du Vice-Président adjoint
téléphone: +39 06 5459 2790
courriel: t.balint@ifad.org

Daniel Higgins

Administrateur de programme pour le
Mécanisme de relance en faveur des
populations rurales pauvres
téléphone: +39 06 5459 2514
courriel: d.higgins@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe
Gouvernance institutionnelle et
relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trentième session
Rome, 8-11 septembre 2020

Pour: **Examen**

I. Nouveaux financements approuvés

1. Depuis l'élaboration du Rapport sur la mise en œuvre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres et riposte opérationnelle plus générale du FIDA à la COVID-19 (EB 2020/130/R.14), 20 propositions de financement supplémentaires soumises au titre du Mécanisme de relance ont été approuvées par le Président ou lui ont été recommandées pour approbation par le Groupe assurance qualité¹. Au total, ces propositions supplémentaires se chiffrent à 13,0 millions d'USD, auxquels s'ajoutent 1,2 million d'USD de cofinancement. Les cofinancements sont pour l'essentiel accordés par des gouvernements bénéficiaires, sous forme d'appui logistique et d'exonérations fiscales, ainsi que par des bénéficiaires, à titre de contributions en nature. On trouvera en annexe le détail des nouvelles propositions de financement.
2. Toutes ces propositions, à l'exception d'une seule, ciblent des initiatives spécifiques à un pays, financées par les allocations au niveau des pays. La proposition restante vise une initiative innovante rassemblant cinq pays de la région Amérique latine et Caraïbes. Elle sera financée par les allocations visées au niveau des pays ainsi que par des ressources de l'enveloppe réservée aux initiatives régionales. Coordinée par Agriterra, organisation non gouvernementale néerlandaise qui agira en qualité de partenaire global d'exécution, l'initiative mettra à profit des synergies et des partenariats stratégiques entre pays pour créer une palette sur mesure de solutions numériques dans chaque pays à l'appui de la riposte à court et long terme des gouvernements face à la COVID-19. Compte tenu des gains d'efficacité et de temps que permet ce type de proposition groupée, les équipes régionales sont désormais invitées à étudier les possibilités d'appliquer ce modèle aux propositions futures.
3. Comme pour la première série d'approbations, l'examen des nouvelles propositions a confirmé leur intérêt stratégique et leur correspondance avec les quatre piliers du Mécanisme de relance. Il a aussi mis en lumière une meilleure intégration des thématiques transversales du FIDA, point clé pour lequel des améliorations avaient été recommandées à l'issue de la première série.
4. Outre ces 20 propositions, 12 autres ont été soumises et sont en cours d'examen. Chacune de ces propositions concerne un seul pays, pour un total de 6,9 millions d'USD, auxquels s'ajoutent 0,8 million d'USD de cofinancement. Si elles sont validées après examen, ces propositions devraient être approuvées d'ici à la mi-septembre.

II. Bilan des financements

5. Les 11 propositions approuvées qui sont détaillées dans le corps du texte et les 20 propositions supplémentaires qui ont été depuis lors approuvées (ou recommandées pour approbation) totalisent 24,2 millions d'USD: 5,5 millions issus de l'allocation régionale et 18,7 millions provenant des allocations au niveau des pays. Ces montants sont complétés par un total de 6,4 millions d'USD de cofinancement.
6. On trouvera dans le tableau 1 une description succincte, région par région, des 28 propositions au niveau des pays approuvées à ce jour au titre du Mécanisme de relance, y compris la proposition combinée visant les cinq pays de la région Amérique latine et Caraïbes (les propositions couvrent donc 32 pays au total). La concentration accrue de propositions dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre traduit le fait que cette région compte davantage de pays à risque, tels que définis d'après l'indice de risque utilisé pour allouer les financements du Mécanisme de relance. Étant donné que toutes les propositions sont à l'initiative des gouvernements, la répartition des financements entre les quatre piliers éclaire sous un jour intéressant les différentes difficultés posées par la COVID-19 dans chaque région et, par conséquent, les différents domaines prioritaires qui sont traités grâce

¹ Le présent additif a été rédigé le 17 août. Des informations actualisées sur l'avancement des propositions en cours et nouvelles seront communiquées le 31 août.

au Mécanisme de relance. Par exemple, les financements du Mécanisme de relance affectés à la région Proche-Orient, Afrique du Nord, Europe et Asie centrale ont principalement servi à régler en urgence les problèmes d'accès aux intrants, tandis que la priorité a été donnée aux services numériques dans la région Amérique latine et Caraïbes. Les pays des régions Asie et Pacifique, et Afrique de l'Ouest et du Centre semblent privilégier aussi bien l'accès aux intrants que les services numériques, alors que dans la région Afrique orientale et australe, un éventail plus large de solutions s'impose, ce qui se traduit par une répartition des financements entre les quatre piliers.

7. Pour leur part, les différents modules d'activités mis en place dans le cadre des initiatives portent principalement soit sur l'assistance immédiate à court terme, soit sur une combinaison de mesures à court terme et à plus long terme, destinées à appuyer à la fois la riposte et le relèvement.
8. Les initiatives à court terme visent pour l'essentiel à soutenir le cycle de production à venir, grâce à la fourniture d'intrants gratuits ou à prix subventionnés (Bangladesh et Nigéria, par exemple), ou à proposer un appui combiné ciblant à la fois les intrants et les marchés (Érythrée et Palestine, par exemple). L'appui à la commercialisation, destiné à atténuer les effets des fermetures des marchés et des restrictions à la liberté de circulation, consiste principalement à mettre à disposition du matériel d'entreposage pour éviter les pertes après récolte et faciliter le transport jusqu'aux acheteurs. Les initiatives pensées à plus long terme comportent généralement une composante axée sur les services financiers ou numériques. Ainsi, une initiative prévue au Burkina Faso permettra l'offre d'intrants à prix subventionnés, mais aussi la création d'une plateforme de commercialisation numérique et la promotion de partenariats au sein des filières maraîchères, lesquels devraient être pérennisés après la pandémie. Au Népal et en Ouganda, les initiatives ciblent les problèmes de liquidité immédiate et à plus long terme, en contribuant à la mise en place de systèmes numérisés pour les banques locales et de groupes villageois d'épargne. En ce qui concerne la proposition susmentionnée pour l'Amérique latine et les Caraïbes, ainsi qu'une autre proposition concernant le Myanmar, l'objectif est de répondre aux besoins immédiats en matière d'information numérique et de services bancaires, et de commercialisation pour pallier les restrictions à la liberté de circulation et de rassemblement et la fermeture des marchés et des entreprises, tout en développant l'infrastructure numérique de sorte à appuyer le relèvement post-COVID-19 et à stimuler le développement rural dans son ensemble.

Tableau 1

Couverture des propositions au niveau des pays, par région et par pilier

(en millions de dollars des États-Unis)

Région	Pays	Total	Financement			
			Premier pilier: Accès aux intrants	Deuxième pilier: Accès au marché	Troisième pilier: Services financiers	Quatrième pilier: Services numériques
Asie et Pacifique	7	5,0	2,1	0,5	0,8	1,6
Afrique orientale et australe	6	4,4	1,4	1,3	0,7	0,9
Amérique latine et Caraïbes	5	2,3	-	-	-	2,3
Proche-Orient, Afrique du Nord, Europe et Asie centrale	5	2,7	1,7	0,7	0,2	-
Afrique de l'Ouest et du Centre	9	4,3	2,5	1,0	0,3	0,7
Total	32	18,7	7,7	3,5	2,0	5,5

9. En outre, comme expliqué dans le corps du texte, les trois propositions régionales approuvées concernent d'une part deux initiatives destinées à appuyer, par l'intermédiaire des organisations paysannes, la production et la commercialisation en Asie et en Afrique subsaharienne, et, d'autre part, la mise en place de services numériques sur mesure au Kenya, au Nigéria et au Pakistan, lesquels seront

assurés par une organisation sans but lucratif. Les financements affectés à ces trois propositions régionales, d'un montant total de 5,5 millions d'USD, se répartiront comme suit entre les quatre piliers du Mécanisme de relance: accès aux intrants: 2,3 millions d'USD; accès au marché: 0,4 million d'USD; services financiers: 0,4 million d'USD; services numériques: 2,4 millions d'USD.

10. Par conséquent, en ce qui concerne les 31 propositions approuvées à ce jour ou recommandées pour approbation, les ressources sont globalement réparties comme suit: 41% pour l'accès aux intrants, 16% pour l'accès au marché, 10% pour les services financiers et 32% pour les services numériques.
11. Pour ce qui est de la portée des actions, les initiatives régionales et nationales approuvées à ce jour devraient profiter à quelque 8,3 millions de bénéficiaires, pour un coût de 2,92 USD par bénéficiaire. Ce coût par bénéficiaire relativement faible s'explique par le ciblage précis des activités, ainsi que par l'efficacité élevée de l'appui aux services numériques, qui met à profit les nouvelles technologies pour atteindre avec efficacité un large public. Comme indiqué dans le cadre de mesure des résultats du Mécanisme de relance, présenté dans le corps du texte, le FIDA a fixé un objectif concernant les bénéficiaires: 50% seront des femmes et 25% des jeunes.

Vue d'ensemble des nouvelles propositions approuvées au titre du Mécanisme de relance

<i>Pays</i>	<i>Activités</i>	<i>Valeur</i>
Burkina Faso (mise en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à la promotion des filières agricoles)	Proposer des intrants à prix subventionnés (y compris des semences climatorésilientes), des équipements, des formations et des actions de vulgarisation pour les services d'information numérique relatifs aux périmètres maraîchers pendant la saison sèche. Créer une plateforme de commercialisation numérique et un centre d'appels consacré à l'information sur les marchés, et promouvoir l'établissement de partenariats au sein des filières maraîchères.	0,7 million d'USD
Burundi (mise en œuvre dans le cadre de la deuxième phase du Programme de développement des filières)	Fournir des trousseaux agricoles contenant des semences hybrides, des engrais et des produits phytosanitaires au cours des deux prochaines saisons; dispenser des formations sur les pratiques de production; transmettre des informations météorologiques et commerciales.	0,7 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Congo (mise en œuvre dans le cadre du Projet de développement de la pêche et de l'aquaculture continentales)	Intervenir par l'intermédiaire des organisations de producteurs pour appuyer les secteurs de production végétale, animale et aquacole, en proposant des intrants (y compris des semences maraîchères climatorésilientes, des alevins, des poussins, des aliments pour animaux et des produits vétérinaires); des logiciels d'analyse météo climatiquement rationnels; des formations axées sur les pratiques adaptées de production.	0,4 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Djibouti (mise en œuvre dans le cadre du Programme de gestion des eaux et des sols)	Fournir divers intrants aux cultivateurs, éleveurs et pisciculteurs, dont des semences (semences fourragères pour la régénération du couvert végétal et semences maraîchères pour la culture potagère), des engrais et des produits phytosanitaires, des blocs à lécher pour les animaux d'élevage, des produits vétérinaires et des filets de pêche.	0,2 million d'USD
Érythrée (mise en œuvre dans le cadre du Projet national de développement de l'agriculture)	Distribuer des semences et du matériel, dont des pompes à eau pour l'irrigation, fournir des intrants pour l'élevage et organiser des formations sur les pratiques adaptées de production. Appuyer la commercialisation des produits en mettant à disposition des sacs d'entreposage, des bidons à lait et une assistance en matière de transport.	0,4 million d'USD
Gabon (mise en œuvre dans le cadre de la deuxième phase du Projet de développement agricole et rural)	Appuyer les coopératives de production de volaille et les éleveurs de porcs et de moutons en leur fournissant des intrants (y compris des aliments pour animaux, des bâtiments d'élevage et d'autres équipements) et les former aux pratiques adaptées de production et à la gestion financière.	0,2 million d'USD (plus 49 000 USD de cofinancement)
Gambie (mise en œuvre dans le cadre du Programme de développement d'organisations résilientes au service d'une agriculture porteuse de transformation)	Cibler en priorité les femmes et les jeunes travaillant dans les jardins potagers, fournir des intrants pour la production végétale et animale et assurer des transferts monétaires numériques, appuyer le transport des produits jusqu'aux marchés dans des conditions adéquates de sécurité et d'hygiène, et fournir du matériel pour assurer la continuité des opérations de tous les acteurs du marché. Établir une application de téléphonie mobile polyvalente pour les informations commerciales, la formation et d'autres usages.	0,3 million d'USD
Guinée (mise en œuvre dans le cadre du Projet visant l'agriculture familiale, la résilience et les marchés en Haute et Moyenne Guinée)	Par l'intermédiaire des organisations paysannes, fournir des trousseaux de production en partenariat avec des fournisseurs privés, ainsi que du matériel de production et de protection, une assistance technique et des formations sur les pratiques adaptées de production et la commercialisation, et des informations sur le marché. Fournir du matériel de transport et injecter des fonds au profit des prestataires de services financiers locaux.	0,5 million d'USD
Guinée-Bissau (mise en œuvre dans le cadre du Projet d'appui au développement économique des régions du Sud)	Fournir des intrants, une assistance technique, des formations, du matériel de protection et des kits d'hygiène, et créer des émissions radio nationales pour diffuser des informations sur les prix pratiqués sur les marchés ainsi que sur l'état de l'offre et de la demande dans certaines filières particulières.	0,4 million d'USD

Haïti, État plurinational de Bolivie, Guatemala, Honduras, Pérou (proposition indépendante mise en œuvre par Agriterra)	Créer une large panoplie de services numériques, accompagnée d'une gamme d'activités comprenant l'offre de matériel et de formations connexes, la mise en relation des organisations de producteurs avec les acheteurs du secteur privé et le renforcement de leurs capacités en matière de commerce en ligne, l'appui aux groupements souhaitant établir des procédures et des protocoles certifiés sur la biosécurité et la gestion du risque, et la mise à disposition de technologies numériques au profit des prestataires de services financiers locaux pour assurer la continuité de leurs opérations.	1,9 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement et 0,4 million d'USD provenant de l'enveloppe régionale)
Malawi (mise en œuvre dans le cadre du Programme de production agricole durable)	Fournir des intrants agricoles en collaboration avec un fournisseur privé; proposer à l'administration un appui et des services de vulgarisation en ligne concernant la certification des semences produites par les organisations paysannes participant aux activités de multiplication des semences, à l'aide d'un système numérique permettant d'accroître l'efficacité. Fournir des informations sur le marché; contribuer à la recherche de débouchés pour les plantes cultivées et au transport des produits jusqu'aux marchés, ainsi qu'au rassemblement des acteurs et exécuter un programme de transmission d'animaux d'élevage.	0,6 million d'USD (plus 69 000 USD de cofinancement)
Myanmar (mise en œuvre dans le cadre du Projet de renforcement de la relance du secteur agricole au Myanmar)	Après une évaluation du paysage agricole numérique, le projet prévoit l'enregistrement numérique des bénéficiaires afin de garantir qu'ils sont en mesure d'accéder à un éventail de services numériques, tout en assurant des formations aux compétences numériques, en étendant la couverture Internet et l'accès aux services monétaires par téléphonie mobile et en contribuant au renforcement des cadres réglementaires, incitatifs et opérationnels pour une transformation numérique à long terme.	0,6 million d'USD (plus 35 000 USD de cofinancement)
Ouganda (proposition indépendante mise en œuvre par l'unité de gestion du Projet en faveur de l'accès aux services financiers des populations rurales qui en sont habituellement exclues)	Soutenir les groupes locaux d'épargne et de crédit en concédant des dons en espèces, tout en appuyant le renforcement des capacités en matière de gestion et de vulgarisation des technologies numériques (plus les coûts liés à Internet).	1,0 million d'USD (plus 53 000 USD de cofinancement)
Pakistan (proposition indépendante mise en œuvre par le Ministère de la sécurité alimentaire nationale et de la recherche)	Transferts monétaires pour l'achat d'intrants, par le biais de portefeuilles électroniques programmés pour l'achat exclusif d'intrants auprès de fournisseurs présélectionnés.	1,1 million d'USD
Papouasie-Nouvelle-Guinée (proposition indépendante mise en œuvre par l'agence de développement des produits frais et le Ministère de l'agriculture et de l'élevage)	Fournir des intrants gratuits à la ferme; prendre en charge la contribution de 10% requise pour l'accès aux prêts concédés dans le cadre du Projet de marchés pour les paysans villageois, en cours; mettre à la disposition des opérateurs de transport locaux des fonds de roulement pour assurer la continuité du service, et faciliter l'accès à une plateforme numérique consacrée aux prix du marché.	0,4 million d'USD
Sénégal (mise en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à l'insertion des jeunes ruraux agripreneurs [Agri-jeunes Tekki Ndawñil])	Fournir des intrants à prix subventionnés et des petits outils aux producteurs de pomme de terre et de melon, et renforcer les capacités des groupements de producteurs et leur apporter un appui consultatif concernant les pratiques adaptées de production horticole et les modalités d'accès aux services numériques pour obtenir des informations sur le marché et les fournisseurs d'intrants.	0,5 million d'USD (plus 0,5 million d'USD de cofinancement)
Sierra Leone (mise en œuvre dans le cadre du Projet de développement des filières agricoles)	Fournir des intrants (y compris des semences à cycle court et à haut rendement) et des équipements nécessaires à la préparation des sols; appuyer l'amélioration des centres de collecte; créer une plateforme numérique qui fera office de référentiel de vulgarisation et d'informations sur le marché.	0,5 million d'USD

Somalie (proposition indépendante mise en œuvre par l'Institut somalien de résilience face aux catastrophes)	Fournir des intrants et des petits équipements pour la production végétale, animale et halieutique, ainsi que du matériel et des formations pour réduire au maximum les pertes après récolte et valoriser la production. Organiser au niveau local les achats des groupes de petits paysans.	0,6 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Soudan (proposition indépendante mise en œuvre par Ministère fédéral de l'agriculture et des ressources naturelles)	Fournir des intrants aux petits paysans, dont des semences maraîchères destinées aux femmes cultivant des potagers, organiser des formations sur les pratiques adaptées de production et de valorisation après récolte et sur la gestion financière, des sacs d'entreposage hermétiques, appuyer les centres de collecte et diffuser des informations sur la production et les marchés par SMS et à la radio. Injecter des fonds à destination des prestataires de services financiers locaux pour améliorer l'accès au crédit et la capacité d'envoyer et recevoir de l'argent.	0,7 million d'USD (plus 32 000 USD de cofinancement)
Yémen (proposition indépendante mise en œuvre par le Fonds social de développement)	Selon les besoins, fournir des intrants et des actifs à titre gracieux pour la production horticole et animale, tout en proposant des formations sur les pratiques adaptées de production.	0,8 million d'USD